Laurent Mucchielli (1968 -)

sociologue et historien de formation, est chargé de recherche au CNRS
et directeur du Centre de recherche sociologique sur le Droit et les institutions pénales au CNRS

(2003)

Un Observatoire national de la délinquance

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Laurent Mucchielli,

"Un Observatoire national de la délinquance".

Un interview publié dans *L'humanité*, le 10 novembre 2003.

[Autorisation formelle accordée, le 8 septembre 2005, par M. Laurent Mucchielli, sociologue et historien de formation, chargé de recherche au CNRS et directeur du Centre de recherche sociologique sur le Droit et les institutions pénales au CNRS.]

Site web : <http://laurent.mucchielli.free.fr/>

Courriels: laurent.mucchielli@wanadoo.fr ou mucchielli@cesdip.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 8 janvier 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Laurent Mucchielli (2003)
"Un Observatoire national de la délinquance".

Interview de L. Mucchielli paru dans *l'Humanité* le 10 novembre 2003

- Comment recevez-vous l'annonce de la création de l'Observatoire de la délinquance?

Elle arrive un peu tard. Après un an et demi durant lesquels nous avons eu droit aux statistiques mensuelles de la police et de la gendarmerie, avec convocation au ministère des cinq départements affichant les plus fortes hausses. Ce qui suscite trois réflexions. La première est que ces statistiques mensuelles donnent des résultats agglomérés qui ne permettent aucune analyse fine. En somme, on publie suffisamment pour donner un peu de matière à commentaires aux journalistes, mais en réalité on ne donne pas assez pour véritablement permettre l'analyse. La seconde réflexion est qu'il est très étonnant que personne ne fasse la remarque suivante : on sait que les statistiques de la police et de la gendarmerie enregistrent l'activité de ces services. Dès lors, si les policiers et les gendarmes sont plus nombreux, s'ils ont des consignes pour être plus sévères (« tolérance zéro ») et si on crée de surcroît de nouvelles infractions, en toute logique ils devraient constater davantage d'infractions. Or la délinquance enregistrée baisse. Singulier paradoxe ! Troisième réflexion : personne ne semble comprendre les conséquences du fonctionnement de ces statistiques. Encore une fois, elles enregistrent l'activité des policiers et gendarmes. Dès lors, en toute logique, les cinq départements affichant les plus fortes hausse ne sont pas les plus mauvais, ce sont au contraire les meilleurs, ceux qui ont le plus travaillé !

- Sa composition vous semble-t-elle équilibrée ?

Non. Sur 27 membres, il n'y a qu'un seul chercheur spécialiste de ces questions. C'est dérisoire. Par ailleurs, le président de l'observatoire est Alain Bauer, dirigeant d'une société privée de conseil en sécurité, connu pour ses propos catastrophistes sur les délinquants « de plus en plus jeunes et de plus en plus violents », leurs parents « démissionnaires », etc., et puis aussi la France devenue plus dangereuse que les Etats-Unis, et puis le terrorisme omniprésent, etc. J'aurais souhaité un conseil présidé par une personnalité incarnant le service public, et davantage de chercheurs fins connaisseurs des questions de délinquance. Par ailleurs, au-delà du conseil, les gens qui vont réellement travailler seront salariés de qui, sous les ordres de quel patron, nommé par qui ? Il s'agit d'un institut qui reste dépendant du ministère de l'Intérieur, non d'un établissement public véritablement indépendant. Que se passera-t-il si les conclusions de l'observatoire ne plaisent pas au ministre ? L'expérience le dira. En réalité, la meilleure façon qu'aura cet observatoire de prouver son indépendance sera sa transparence. Publiera-t-on un minimum de choses pour garder le monopole du commentaire ? Ou bien mettra-t-on véritablement à disposition de tous les chercheurs (et de tous les citoyens intéressés) les résultats des travaux et des enquêtes ? C'est dans cette transparence que l'on vérifiera si cet observatoire tient ou non ses promesses et ressemble un peu à ce que certains de nos voisins sont capables de faire (par exemple le *Home Office* en Angleterre).

- L'« État 4001 », sur lequel l'observatoire va continuer de s'appuyer, est-il un bon outil ? Et pourquoi ?

La question centrale est plutôt de sortir de l'idée de mesurer la délinquance à l'aide des seules statistiques policières, de développer d'autres outils de connaissance, au premier rang desquels les enquêtes de victimation, réalisées auprès d'échantillons représentatifs de Français, dans le but de savoir ce dont ils ont pu être victimes même s'ils ne l'ont pas déclaré à la police ou que leur plainte n'a pas abouti. Ces enquêtes coûtent cher si on les prend vraiment au sérieux (avec de gros échantillons, dans différentes régions), mais c'est une des clefs de l'avenir de la mesure de la délinquance. On verra si cet observatoire reçoit les moyens de les réaliser ou bien s'il procède essentiellement à une compilation de données administratives.